

Génocide silencieux à l'Est du Congo



Un marche d'indignation à Paris de la diaspora congolaise contre le génocide au Congo, jeudi 29 janvier 2016.

La République démocratique du Congo (RDC) est une nation au cœur de l'Afrique centrale, d'une superficie de 2'345'409 km². Cette terre fertile, dont le sous-sol est l'un des plus riches du monde en termes de matières premières, contient près de 80% de la réserve mondiale en coltan. C'est un élément indispensable à la fabrication de nos téléphones portables, et ceci fait donc de cette nation un territoire convoité par les grandes puissances mondiales, notamment les États-Unis, le Canada ainsi que par de nombreuses entreprises multinationales. La présence de ces ressources premières dans cette région avait déjà été comprise dès 1945 par le gouvernement américain, lorsqu'il fabriqua les bombes atomiques pour aller bombarder Hiroshima et Nagasaki, en se servant du coltan présent au Congo.

Et pourtant, peu de gens savent qu'à l'Est de ce pays, depuis des décennies, des massacres et des viols ont lieu à répétition, ayant causé la mort de plusieurs millions de victimes, sous le silence assourdissant

des Nations Unies. Qui sont les auteurs de ces crimes ? Au nom de quels intérêts agissent-ils ? Quelles sont les nations étrangères impliquées dans cette affaire ? Quelle est la réaction du gouvernement congolais, s'il en est, face à cette situation ? Pourquoi y a-t-il une volonté de garder sous silence cette situation ? Le but de cet article est d'apporter des réponses à ces questions et pour comprendre tout cela, nous allons remonter à la date du 6 avril 1994.

Retour sur le 6 avril 1994

Ce jour-là, l'avion du président du Rwanda, Juvénal Habyarimana qui rentrait d'une conférence de paix organisée à Dar es Salam (Tanzanie), est abattu lors de son atterrissage à l'aéroport de Kigali, capitale de la république rwandaise. Très vite, cet assassinat est imputé à la minorité Tutsi, en conflit avec la majorité Hutu, dont est issu le chef de l'État. Cet incident deviendra l'élément déclencheur de la guerre civile de deux mois consécutifs qui mènera aux

massacres de 800'000 Tutsi à l'arme blanche, par la majorité Hutu.

Durant ce conflit de nombreux rwandais trouveront refuge dans les pays frontaliers, notamment à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), dans la province du Kivu. Aucune arme à feu n'aura été utilisée lors de ce conflit interethnique. L'ONU qui est présente dans le pays à ce moment-là, n'aurait eu aucune difficulté à intervenir afin de mettre fin à ce massacre. Les Casques Bleus de l'organisation recevront, cependant, l'ordre ne pas intervenir et de se contenter d'assurer l'évacuation des ressortissants étrangers. Les Nations Unies justifieront, plus tard, leur volonté de ne pas intervenir en invoquant le traumatisme de la bataille de Mogadiscio, qui eu lieu un an plus tôt. Pour rappel, cette dernière était une l'opération américaine menée en Somalie dans le dessein d'arrêter deux proches d'un chef de guerre Somalien, le général Mohammed Farah Aidi. Cette dernière se solda par un échec. Les images furent traumatisantes pour la population américaine qui vit les cadavres de ses propres soldats, accrochés à des voitures et traînés dans les rues de Mogadiscio.

Pendant ce temps, au Zaïre (actuelle RDC), pays voisin dont le président est Mobutu Sese Seko depuis 1965, un homme farouchement anti-communiste et grand allié de l'Occident durant la Guerre froide, voit son pouvoir sur le déclin depuis l'effondrement du mur de Berlin. Adoré par certains Zaïrois, haï par d'autres, il y a en tout cas deux points sur lesquels l'histoire se doit de lui rendre grâce, *à mon humble avis*: le fait d'avoir réussi à faire naître chez le peuple zaïrois le sentiment d'unité nationale et d'avoir préservé l'intégrité du territoire. Ces tâches étaient loin d'être des plus faciles en raison du caractère multiethnique du pays et des volontés des nations voisines de s'accaparer les richesses souterraines du pays. Cependant, Mobutu commença par

redonner un élan économique au pays, notamment entre 1965 et 1975. Il s'est néanmoins peu à peu laissé corrompre par le pouvoir en se livrant à d'importants détournement de fonds et à l'assassinat systématique d'opposants politiques. Tout cela a poussé une importante partie du peuple à s'élever contre lui.

Le gouvernement américain voulait désormais mettre hors cause ce dernier et a décidé d'accélérer la chute de cet homme de plus en plus contesté au sein de sa nation et affaiblit par un cancer de la prostate qui l'oblige à effectuer plusieurs séjours médicaux en France et en Suisse, le mettant ainsi dans une posture vulnérable. De plus, la disparition de la menace soviétique le rend inutile aux yeux de la nation américaine. Celle-ci va donc s'en débarrasser et pour comprendre comment, il faut porter son attention sur les troubles ethniques qui se déroulent au Rwanda.

Suite au déclenchement de la guerre civile rwandaise qui dura d'avril à juin 1994, de nombreux réfugiés rwandais, majoritairement Hutu s'exilèrent dans la province du Kivu, à l'Est du Zaïre. Le 13 octobre 1996, se crée l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Zaïre (AFDL), avec à sa tête, Laurent Désiré Kabila, richissime trafiquant d'ivoire et de diamant, originaire du Haut-Katanga (région du Sud-Est de la RDC) et opposant de longue date au régime Mobutu. De nombreux mercenaires rwandais exilés se joindront à ce mouvement, non sans commettre de nombreux massacres, pillages et viols sur la populations zaïroise qui se trouvait sur leur chemin, entre le Sud-Kivu et Kinshasa. Ils atteindront la capitale le 16 mai 1997. Cette date marque la fin définitive du régime Mobutu. Laurent Désiré Kabila prend la tête du Zaïre qui deviendra la République démocratique du Congo. Mobutu contraint à la fuite mourra le 7 septembre 1997, en exil à Rabat.

Lutte d'influence intra-occidentale

Durant la Guerre froide, les puissances occidentales ont soutenu le président Mobutu afin que le Congo, riche en matière première, ne bascule du côté du bloc communiste. Mais lorsque subitement l'Union soviétique s'effondre, l'intérêt de soutenir Mobutu n'a plus lieu d'être. La guerre civile au Rwanda sera le meilleur moyen pour lui porter atteinte. Toutefois, il n'y a pas de consensus entre les puissances occidentales sur la politique de l'après-guerre froide à mener dans la région des Grands Lacs. La France, elle, est restée dans l'ancien logiciel des deux blocs. A l'époque où le conflit interethnique éclata au Rwanda, François Mitterrand, président de la République française, entretenait de bonnes relations avec le gouvernement rwandais de Juvénal Habyarimana. La France soutiendra ce dernier jusqu'au bout et réclamera à plusieurs reprises l'intervention des casques bleus lorsque les massacres débutèrent. Mais les Etats-Unis, dont les plans divergents cherchant à court-circuiter l'influence et la présence française dans la région, refuseront toute intervention en imposant leur veto. Par conséquent, ils laisseront les massacres se poursuivre, invoquant comme nous l'avons dit précédemment, le fiasco de la bataille de Mogadiscio d'octobre 1993, avant d'accuser à tort plus tard, le gouvernement français d'avoir soutenu les génocidaires hutus.

Il faut toutefois rappeler ici, et sans entrer dans les détails, que de nombreuses sources ont certes présenté le rôle du gouvernement français comme gendarme et âme bienveillante condamnant fermement le génocide du Rwanda. Cependant, force est de constater que la France a toutefois joué un double rôle dans ce génocide car elle a participé à la livraison d'armes sur le territoire mais également aux bombardements aériens. Ils ont également fait des opérations contre le FPR et ont laissé passer les génocidaires au Zaïre.

Cela dit, en se servant des soldats rwandais réfugiés à l'Est de la RDC comme mercenaires pour renverser le Maréchal Mobutu puis en leur laissant occuper des fonctions au sein de la police, de l'armée et de la haute administration, L-D Kabila a fait « entrer le loup dans la bergerie ». En effet, ces derniers finirent par l'assassiner le 17 janvier 2001, exactement 40 ans jour pour jour après l'assassinat de Patrice Emery Lumumba, ancien premier ministre de la RDC. Hasard du calendrier ? Rien n'est moins sûr.

Entre l'accession au pouvoir le 16 mai 1997 de Laurent Désiré Kabila et son assassinat, Paul Kagame, issu de la minorité Tutsi ayant effectué ses écoles militaires dans le Kansas, sera, dès 2000, à la tête de la nation rwandaise avec le soutien du conglomérat anglo-saxon, dont il sera le nouvel homme de main dans la région des Grands Lacs. Par son intermédiaire, la région de l'Est du Congo est systématiquement déstabilisée et voit son intégrité territoriale violée par les guerriers rwandais à la solde du président Kagamé et de ses alliés qui commettent viols, massacres de masses sur les populations et se livrant également aux pillages de matières premières sur le territoire national congolais dans le silence le plus complet, de la communauté internationale. C'est grâce à cela que Paul Kagamé peut développer son pays, qu'on surnomme aujourd'hui « la Suisse d'Afrique » et déstabiliser l'Est de la RDC pour permettre aux multinationales et aux puissances qui le soutiennent d'exploiter pour leur compte les minerais congolais.

Le tandem Joseph Kabila-Paul Kagamé

Un an après l'arrivée de Paul Kagamé à la tête du Rwanda, Joseph Kabila, fils de Laurent Désiré Kabila et soutenu par les Américains, est nommé chef de l'État en janvier 2001, sans passer par des élections

démocratiques. S'accumulèrent donc les massacres opérés par les forces militaires de Kagamé et la complicité passive inavouée du Président Joseph Kabila dans le pays. Sa paternité avec l'ex-président défunt est d'ailleurs contestée. Une grande partie du peuple congolais le soupçonne de n'être en réalité que le beau fils de ce dernier. Son véritable nom serait Hyppolite Kanambe, agent infiltré en RDC travaillant pour le compte du gouvernement rwandais, d'où sa mère serait originaire. Ce qui lui vaut de susciter un important sentiment de haine chez de nombreux congolais.

Nous avons donc un pays plus petit que la Suisse qui menace et déstabilise un second, grand comme quatre fois la France, de par la non réaction du gouvernement congolais. Cela dit, Kabila sera réélu officiellement en décembre 2006, puis en décembre 2011 à la tête du pays, malgré le fait que le peuple congolais ait fortement contesté la validité des résultats de ces élections.

Toutefois, permettre à la RDC de récupérer sa souveraineté sur l'intégralité de son territoire et d'avoir des élites patriotes à sa tête, signifieraient pour les Américains, leurs alliés et les multinationales perdre la mainmise sur l'exploitation des minerais du pays. Il leur faut donc, à tout prix, déstabiliser aussi violemment et discrètement que possible, tant sur le plan politique qu'économique, ce puit infini de matières premières qu'est le Congo. Ainsi, le tandem Kagamé-Kabila sous sponsoring US s'en charge.

Toutefois, permettre à la RDC de récupérer sa souveraineté sur l'intégralité de son territoire ainsi que d'avoir des élites patriotes à sa tête, signifierait pour les Américains, leurs alliés et les multinationales, perdre la mainmise sur l'exploitation des minerais du pays. Il leur faut donc à tout prix déstabiliser aussi violemment et discrètement que possible, tant sur le plan politique qu'économique, ce puit infini de matières premières qu'est

le Congo. C'est le tandem Kagamé-Kabila sous sponsoring américain qui va s'en charger.

Les élections présidentielles de 2016 en RDC

En janvier 2015, Joseph Kabila déclare vouloir modifier la Constitution nationale afin de se voir autoriser à briguer un troisième mandat, chose que le droit positif constitutionnel lui interdit. A l'annonce de cette nouvelle de nombreuses personnes, notamment des jeunes, descendent dans les rues de Kinshasa (capitale politique de la RDC) afin de protester contre cette opération. La réponse du gouvernement sera de tirer sur la foule. Plus d'une centaine de manifestants seront alors tués par les forces de l'ordre. Cet élan de protestation sera donc anéanti dans le sang en deux semaines.

En février 2016, face à la violence du régime en place, le peuple décide d'adopter une autre méthode, afin d'exprimer son mécontentement. Des journées « ville morte » seront organisées à Kinshasa. Les masses populaires ne sortaient pas de leur quartier, les étudiants ne se rendaient pas aux cours, les commerçants fermaient leurs boutiques. Toutefois, le pouvoir ne céda rien et le peuple a repris par conséquent ses routines journalières.

Le 19 septembre 2016, jour où les élections présidentielles sont censées commencer, le président dont le mandat s'achève le 19 décembre de la même année, ne met pas en route processus électoral, chose que la Constitution de la RDC lui impose. Il invoquera comme excuse l'impossibilité de recenser l'ensemble des électeurs congolais. A nouveau, le peuple et les partis de l'opposition descendent alors dans les rues. Les heurts seront encore plus violents que les précédents, ayant eu lieu un an et demi plus tôt. On compte près de dix sept morts dans les rangs de la police dont trois brûlés vifs et plus de deux cents dans les rangs des manifestants. Coïncidence temporelle ou

non, l'assemblée générale de l'ONU aura lieu à ce même moment. Kabila ne s'y rendra pas et enverra à sa place son ministre des affaires étrangères.

Aujourd'hui, le peuple congolais partout dans le pays mais également la diaspora depuis l'étranger, appelle au départ de Kabila.

La situation politique en RDC est réellement devenue explosive et nous pensons qu'il ne sera certainement plus possible pour Kabila de se maintenir au pouvoir. Le gouvernement américain qui essaie encore pour la énième fois, un tant soit peu, d'apparaître comme des défenseurs de la démocratie à travers le monde, l'a d'ailleurs bien compris et somme Kabila de quitter ses fonctions le 19 décembre prochain. Pour le gouvernement américain, le pion Kabila arrive à sa date de péremption : il faut le remplacer. Nombreux sont déjà les candidats qui se profilent pour faire office de remplaçant. Actuellement, cela fait d'ailleurs plus d'un mois que Kabila n'a pas fait d'apparition publique. Personne au sein du peuple ou de l'opposition congolaise ne

sait où il se trouve. Est-il encore au Congo ? A-t-il été exfiltré par les Américains ? Est-il seulement encore vivant ? Que passera-t-il le 19 décembre prochain ?

Ce qui est sûr, c'est que pour le peuple congolais, il ne sert à rien d'attendre l'homme providentiel car le changement doit se faire dans toutes les institutions de l'État. Il faudra les repenser, sachant que la plupart sont héritées de la colonisation et ne sont absolument pas adaptées ni sur plan culturel ni sur le plan matériel au pays, à son peuple ainsi qu'à son fonctionnement. Toutes ces institutions sont complètement corrompues et infestées par des individus au service d'intérêts privés, ignorants de l'intérêt national supérieur. Finalement, nous défendons l'idée que ce n'est pas parce que l'on change l'ampoule d'un système électrique défaillant, que l'on peut espérer voir le retour de la lumière.

Yoann Lusikila
Lausanne, le 2 novembre 2016

Sources

Image : Une marche d'indignation à Paris de la diaspora congolaise contre le génocide au Congo, jeudi 29 janvier 2016.

URL : <http://balawou.blogspot.ch/2015/01/marche-dindignation-paris-de-la.html>, consulté le 30 octobre 2016

ANCEL, Guillaume. « **Ex-soldat français au Rwanda, j'exige de la France la vérité sur le génocide** »

URL : http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/08/29/ex-soldat-francais-au-rwanda-j-exige-de-la-france-la-verite-sur-le-genocide_4478886_3232.html, consulté le 1 novembre 2016

MBEKO, Patrick. *Le Canada dans les guerres en Afrique Centrale, Génocides & Pillages des ressources minières du Congo par le Rwanda*, Le Nègre Editeur, Montréal, mai 2012.

MBEKO, Patrick et NGANBDA, Honoré. *Stratégie du chaos et du mensonge*, Edition de Erablière, 2014.

NGANBDA, Honoré et KO ATUMBA, Nzambo. *Ainsi sonne le glas, les derniers jours de Mobutu*, Paris, Éditions Gideppe, 1998.

1898-1993 : un conflit aux origines anciennes :

URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/conflit-grands-lacs/chronologie.shtml>, consulté le 30 octobre 2016

Preuve irréfutable : Hyppolite Kanambe alias « Joseph Kabila » et son père biologique Adrien Kanambe :

URL : http://www.afrik53.com/Preuve-irrefutable-Hyppolite-KANAMBE-alias-Joseph-KABILA-et-son-pere-biologique-Adrien-KANAMBE_a15725.html, consulté le 30 octobre 2016